

Article 21 du Règlement

Et, finalement, une proposition portant que le Canada sollicite de nouveau un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies pour lui permettre d'apporter une contribution durable à la résolution de conflits régionaux comme ceux du Moyen-Orient, de l'Amérique centrale et de l'Asie du Sud-Est.

* * *

[Traduction]

LA LÉGION ROYALE CANADIENNE**HOMMAGE POUR LE SERVICE AUX INVALIDES ET AUX HANDICAPÉS**

M. Joe Reid (St. Catharines): Monsieur le Président, la notion de service est la pierre angulaire de la Légion royale canadienne. Pour en devenir membre, il fallait avoir servi son pays.

En étroite collaboration avec le ministère des Affaires des anciens combattants, la Légion royale canadienne a doté les anciens combattants du Canada de l'un des meilleurs programmes de soutien qui soit.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'accent a été mis non pas sur la satisfaction personnelle, mais sur le service aux handicapés, aux infirmes et aux personnes à charge. D'un bout à l'autre du pays, les bonnes oeuvres des sections locales pour leur collectivité et les personnes qui la composent sont elles-mêmes légion.

Je suis sûr que tous les députés de la Chambre voudront féliciter avec moi la Légion royale canadienne de l'engagement dont elle a toujours fait preuve envers notre pays, à l'occasion du congrès national qu'elle tient cette semaine à Ottawa.

* * *

LA PAIX**LA CONFÉRENCE DE L'ALLIANCE CANADIENNE POUR LA PAIX**

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): Monsieur le Président, ce matin de nombreux députés néo-démocrates, dont le chef (M. Broadbent), ont rencontré des représentants de l'Alliance canadienne pour la paix. Notre réunion, je puis vraiment le dire, était une rencontre d'amis.

L'Alliance pour la paix vient de terminer, à Ottawa, une conférence de trois jours qui a eu beaucoup de succès. Elle était destinée à faire savoir aux députés de cette assemblée que les Canadiens accordent une haute priorité aux questions vitales que sont la paix et le désarmement.

L'Alliance et les Canadiens en général savent que le NPD a toujours été en faveur de la promotion de la paix, de la sécurité et du désarmement dans le monde et qu'il continuera de l'être.

Il est clair toutefois, que les conservateurs ne sont pas de cet avis. Leur livre blanc sur la défense, qui se complait dans la rhétorique de la guerre froide, témoigne d'une allégeance à une vue du monde périmée, celle de l'ère de la confrontation. La décision stupide et malvenue d'acheter une flotte de sous-marins nucléaires d'attaque ne fait que confirmer cette philosophie belliqueuse.

Il n'est pas surprenant que le premier ministre (M. Mulroney) n'ait pas eu le temps, aujourd'hui, de rencontrer les représentants de l'Alliance. Les conservateurs sont trop occupés à dépenser des milliards en instruments de guerre pour trouver le temps de parler de paix.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES**LA PARTICIPATION DES DÉPUTÉS PENDANT LA PÉRIODE DES QUESTIONS**

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, vous avez sûrement pris connaissance de l'article paru dans le *Globe and Mail* où M. Jeffrey Simpson affirme que, dans le gouvernement britannique, les simples députés posent environ un tiers des questions soulevées pendant la période des questions, tandis que, au Canada, dans un Parlement où il y a environ trois députés progressistes conservateurs contre un libéral ou néo-démocrate, les députés de l'arrière-ban n'ont l'occasion que de poser une ou deux questions par jour.

Toujours selon l'article du *Globe and Mail*, certaines des questions les plus difficiles pour les ministres britanniques leur sont posées par des membres de leur propre parti, tandis que les questions de l'opposition sont en général prévisibles. Cela vous dit peut-être quelque chose, monsieur le Président?

En fait, monsieur le Président, la question que je voudrais vous poser est toute simple. Quand accorderez-vous davantage la parole aux membres du parti ministériel pendant la période des questions? Question supplémentaire, monsieur le Président?

M. le Président: La parole est au député de Davenport.

* * *

L'ENVIRONNEMENT**LA POLLUTION DU FLEUVE SAINT-LAURENT—LES ÉGOUTS MUNICIPAUX ET LES USINES DE TRAITEMENT**

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, place aux belugas! Malgré l'affectation de fonds fédéraux à la recherche annoncée par le premier ministre (M. Mulroney), l'assainissement du fleuve Saint-Laurent est voué à l'échec parce qu'il faudrait, pour stopper la pollution municipale et industrielle, consacrer des recettes fiscales à la construction et à la réparation de systèmes d'égout et d'usines de traitement adéquats.

Pendant que le premier ministre feignait de prendre des mesures correctives, le gouvernement fédéral a annulé son programme de traitement des eaux et des égouts. En fait, si nous voulons sauver le fleuve Saint-Laurent, y compris les belugas et les autres espèces animales, le gouvernement doit réorganiser ses priorités. Les milliards de dollars prévus pour l'achat de sous-marins nucléaires devraient être octroyés aux gouvernements provinciaux et aux municipalités afin qu'ils nettoient et protègent nos eaux. Le parti libéral a déjà promis que le gouvernement fédéral paierait une partie de ces coûts.